



European Trade Union Confederation (ETUC)  
Confédération européenne des syndicats (CES)

## La Grèce a besoin d'un Pacte de solidarité

1. Le parlement grec a voté le programme d'austérité imposé au pays par l'UE, le FMI et la BCE. Ce vote laisse aux politiciens quelques semaines de plus pour trouver des solutions durables pour l'avenir de la Grèce mais cela ne la ramènera pas sur la voie de la reprise.
2. En l'absence de la nécessaire vision, la situation pourrait dégénérer en une catastrophe économique et sociale, non seulement pour la Grèce mais pour l'UE tout entière. Le 3 juillet, tout comme par la suite, les ministres européens des finances ne devront pas se contenter d'approuver les politiques qui ont déjà échoué.
3. Le peuple et les travailleurs grecs vont devoir payer pour la mauvaise gestion des politiciens et des spéculateurs – en particulier, le gouvernement précédent et les banques qui les ont conseillés alors qu'elles misaient sur leur échec. L'agitation populaire est vive. Les efforts considérables qui sont demandés ne concernent pas les riches qui devraient pourtant prendre leur part de responsabilités. Les appels à la grève des syndicats grecs illustrent la colère des travailleurs face à la manière dont ils sont gouvernés par les marchés et leurs agences de notation imposant leurs décisions à des gouvernements démocratiquement élus. L'importante expansion des programmes de privatisation sous contrôle direct de l'UE et les attaques sur les institutions du marché du travail représentent des interventions claires et discutables dans l'autonomie nationale grecque.
4. Les dirigeants européens doivent maintenant faire preuve de leadership. Il faut adopter une autre voie qui soit basée sur une offre plus généreuse pour la Grèce et les autres pays en détresse – un nouveau Plan Marshall. Un tel plan devrait se concentrer sur le recouvrement de l'impôt, des taxes sur la fortune dans les pays en difficulté, les transactions et services financiers, des investissements utilisant les fonds structurels disponibles, des euro-obligations, des obligations pour le financement de projets, des initiatives en faveur de la croissance et de l'innovation conformes à la stratégie Europe 2020, moins de pression sur les salaires, l'aide sociale et les services publics et sur la partie de la société la moins favorisée. Comme la CES l'a proposé, la recherche d'une solution paneuropéenne concernant la dette des pays en détresse doit être envisagée.
5. Le chemin de la reprise doit passer par un pacte de solidarité européen avec la participation active des syndicats en Grèce quant à l'utilisation des fonds mis à disposition ainsi que par un

plan d'investissements à moyen et à long terme pour la création d'emplois capable de ramener le pays sur la voie d'un développement économique durable. Les syndicats doivent être associés à tous les niveaux à l'élaboration des plans de relance et d'innovation ainsi que de réduction de la dette.

6. La Confédération européenne des syndicats exprime sa solidarité avec ses affiliés grecs GSEE et ADEDY qui font face à la colère et au désespoir des travailleurs et des citoyens, s'efforçant d'éviter le chaos social et de rétablir l'équité et un traitement décent pour le peuple grec.

1<sup>er</sup> juillet 2011